

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 19/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ONYX EST

1, rue Henriette Gall Grimm
Bâtiment O'rigine
54000 Nancy

Références : D3 i 2025-1266
Code AIOT : 0005701422

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement ONYX EST implanté LD LE GRAND MONTFORT 51490 Beine-Nauroy. L'inspection a été annoncée le 27/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection, objet du présent rapport, fait suite au porter-à-connaissance, concernant la création de la subdivision A16, transmis par l'exploitant le 16/12/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX EST
- LD LE GRAND MONTFORT 51490 Beine-Nauroy

- Code AIOT : 0005701422
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ONYX EST est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation pour les activités de :

- tri de déchets industriels ;
- plateforme de valorisation du bois ;
- installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ;
- dépôts de matériaux inertes ;
- plateforme de regroupement, déconditionnement et transfert de biodéchets.

Elle se situe sur la commune de Beine-Nauroy (51).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Réception des travaux d'aménagement et d'une subdivision de casier | AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.4.1.6 | Sans objet |
| 2 | Programme d'échantillonnage et d'analyse | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/09/2016.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réception des travaux d'aménagement d'une subdivision de casier

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.4.1.6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Travaux d'aménagement de casier de stockage |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le début des premières opérations de stockage, l'exploitant doit informer le préfet de la fin des travaux d'aménagement par un dossier technique réalisé par un organisme tiers établissant la conformité aux prescriptions établies par l'arrêté d'autorisation. Le préfet fait alors procéder par l'inspection des installations classées, avant tout dépôt de déchets, à une visite du site afin de s'assurer de la conformité de l'installation avec le présent arrêté.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé un rapport provisoire de conformité des travaux de création de la</p> |

subdivision A16 et l'a transmis à Monsieur le Préfet le 16/12/2025. Le rapport définitif a été transmis le 22/12/2025.

L'Inspection des installations classées s'est rendue le 18/12/2025 sur site pour s'assurer de la conformité de l'installation avec le présent arrêté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Programme d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18

Thème(s) : Risques chroniques, Vérification de la barrière de sécurité passive

Prescription contrôlée :

L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.

L'article 8.4.1.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/09/2016 fixe les caractéristiques de la barrière de sécurité passive.

L'article 8.4.1.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/09/2016 fixe les caractéristiques de la barrière de sécurité active.

Constats :

L'exploitant a transmis à Monsieur le Préfet, par courrier électronique du 18/12/2025, un dossier provisoire de conformité des travaux de la subdivision A16. Le rapport définitif a été transmis le 22/12/2025. L'exploitant y décrit le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification des barrières de la subdivision :

- Barrière passive : conforme à l'article 8.4.1.4 de l'AP Complémentaire du 12/09/2016 ;
- Barrière active : conforme à l'article 8.4.1.5 de l'AP Complémentaire du 12/09/2016.

La mise en service de la subdivision est prévue pour décembre 2025 selon l'exploitant.

Par sondage, sur site et dans le rapport définitif du 22/12/2025, l'Inspection des installations classées a pu constater que les analyses sont conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation et à l'arrêté ministériel de prescriptions générales.

Type de suites proposées : Sans suite